

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Occitanie  
Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège

**Arrêté de mise en demeure  
à l'encontre de la société AMERICAFAER  
exploitant des équipements sous pression à Toulouse**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8-I et L. 557-28 à L. 557-30 ;

Vu la section 14 du chapitre VII du titre V du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement relatif au suivi en service des équipements sous pression, des récipients à pression simples et des équipements sous pression nucléaires ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples et notamment les articles 14 à 25 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 7 février 2018 relatif à la visite d'inspection équipements sous pression du 7 novembre 2017 du site exploité par la société Americafer au 64 chemin de Fenouillet à Toulouse ;

Vu le courrier de la DREAL Occitanie en date du 7 février 2018, notifiant à l'exploitant, la société Americafer, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, les manquements reprochés et l'informant du délai de 15 jours dont elle dispose pour présenter ses observations ;

Vu l'absence de réponse de la société Americafer ;

Considérant qu'en ne respectant pas les échéances d'inspections et de requalifications périodiques prévues aux articles 15 § I et 18 § I de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, la société Americafer, exploitant deux équipements sous pression de type réservoir d'air fait encourir un risque augmenté d'accident par explosion des équipements aux personnes dont le public et les tiers à l'établissement ;

Considérant que l'absence de documentation technique et administrative relative aux équipements sous pression est préjudiciable pour en assurer l'exploitation et les contrôles périodiques inhérents ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – La société Americafer, Siret n°344 884 804 00016, dont le siège social est situé 64 chemin de Fenouillet, 31200 Toulouse, exploitant deux équipements sous pression sur son installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques et centre VHU, 64 chemin de Fenouillet, 31200 Toulouse, est mise en demeure sous un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- d'établir la liste des équipements sous pression fixes de son établissement ;
- de constituer les dossiers descriptifs des équipements sous pression de type réservoir d'air :
  - de marque Serbatoi Autoclavi, de volume 90 litres, de pression de service 11 bars, n° 1224010, fabriqué en 2006 ;
  - de marque LinnemannSchnetzer, de volume 60 litres, de pression de service 12,5 bars, type : Wabco 950 860 004 0 - 114611, fabriqué en 2006 ;
- de faire procéder, par un expert d'un organisme habilité, à la requalification périodique des équipements sous pression de type réservoir d'air :
  - de marque Serbatoi Autoclavi, de volume 90 litres, de pression de service 11 bars, n° 1224010, fabriqué en 2006 ;
  - de marque LinnemannSchnetzer, de volume 60 litres, de pression de service 12,5 bars, type : Wabco 950 860 004 0 - 114611, fabriqué en 2006 ;

**Art. 2.** – À défaut d'exécution dans les délais impartis définis à l'article 1, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

**Art. 3.** – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 4.** – La présente décision peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Art. 5.** – Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le 13 MARS 2018

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

Jean-François COLOMBET